

## Manifestation AB Habitat.

Dernière mise à jour : 17-01-2016

La manifestation dégénère à l'office HLM

Les grévistes de l'office HLM Ab-Habitat voulaient s'inviter au conseil d'administration du bailleur afin de « se faire entendre ». Mais la manifestation a dégénéré.

La tension est montée d'un cran. Ce lundi midi, une cinquantaine de salariés de l'office Ab-Habitat (Ab-H) avaient rendez-vous devant le siège du bailleur, à Bezons, où se tenait au 5e étage un conseil d'administration (CA). Les grévistes entendaient bien venir défendre leurs « acquis sociaux ». « Dans le cadre de la privatisation au 1er janvier, la direction veut limiter le détachement des 140 fonctionnaires à deux ans (NDLR : pour rester dans la nouvelle structure avec leurs acquis), alors que cela peut être jusqu'à cinq ans, renouvelable une fois, détaille Daniel Blanc, de la CGT. Où est notre sécurité de l'emploi ? »

Les grévistes ont voulu s'inviter au CA. A l'entrée, un agent de sécurité refuse de les laisser monter. « Vous avez des représentants syndicaux. Ils peuvent venir, mais pas tout le monde. » Les agents en colère insistent : « On est là pour défendre notre boulot. » Le ton monte. S'ensuit une bousculade, des coups, et c'est la confusion. Les grévistes entrent de force et montent jusqu'au 5e. Quand la porte s'ouvre, du gaz lacrymogène est lancé dans leur direction. Tout le monde doit redescendre, l'air devient irrespirable, les yeux rougissent...

Manifestation mouvementée des grévistes de l'office HLM : [http://www.dailymotion.com/video/x3iwtxu\\_bezons-manifestation-mouvementee-des-grevistes-de-l-office-hlm\\_news#tab\\_embed](http://www.dailymotion.com/video/x3iwtxu_bezons-manifestation-mouvementee-des-grevistes-de-l-office-hlm_news#tab_embed)

Selon nos informations, le vigile n'aurait pas dû posséder cette bombe lacrymogène, encore moins en faire usage. La police est donc intervenue, et au moins deux salariés d'Ab-H ont porté plainte. « L'agent de sécurité devrait en déposer une demain (NDLR : ce mardi) », indique pour sa part Dominique Lesparre, président d'Ab-H et maire (PC) de Bezons, qui « regrette cette violence ». Jamais la situation n'avait atteint un tel stade. « En 30 ans d'office, je n'ai jamais vu ça », réagit Daniel Blanc.

Pour Dominique Lesparre, il est impossible de se prononcer sur les années de détachement des fonctionnaires. « Nous avons demandé au centre interdépartemental de gestion des fonctionnaires que cela se fasse sur deux ans, renouvelable une fois pendant quatre ans. Rien n'a été décidé, nous en saurons plus demain. »